

Jean-Claude Marcus and Neil Michaud, concerned with the traditions of music and theatre among the Acadians, also emphasize the present.

Thus the sum of these articles is the presentation of a distinctive Acadian cultural heritage, the separation of Acadian tradition from other communities, however closely akin some may be. From the surviving crafts catalogued by LeBreton to the folklore traditions outlined by Chiasson, the note of a particular Acadian culture is struck. Whether the literature presented is the lyric romanticism of Forest or the brutal agony of Herménégilde Chiasson writing: "Please, make us a beautiful ghetto, not in a territory, no, no, right in us, make each of us a ghetto, take your time please", there is an unmistakable resonance. Here is the statement of art, the attempt to communicate that which is of one's own, not only to self and to kin, but also to the stranger.

Whatever lacunae can be discovered in this volume (and one wonders why the article on material culture did not treat, even superficially, weaving, spinning and quilt-making), if there be errors (and the Acadian choirs won prizes in Wales, which is *not* England), if there be matters of proportion that one might ask to be adjusted (such as the wider considerations of Western life), nevertheless the work itself is of crucial importance. Writings about the Acadians have far too often been either polemical outpourings or the restricted investigation of some single facet of Acadian experience as a case study of a wider non-Acadian-centred issue. To a great extent this has been due to a lack of knowledge about the reality of Acadian experience. What these essays collectively demonstrate is the impressive amount of hard evidence now available on Acadian matters. This work makes visible that which has hitherto been easy to ignore. Its publication ought to alter significantly both the writing of Acadian history in particular and the writing of history of the Maritimes in general.

Naomi GRIFFITHS
Carleton University

* * *

COLIN READ. — *The Rising in Western Upper Canada, 1837-8. The Duncombe Revolt and After*. Toronto: University of Toronto Press, 1982. Pp. 326.

Voici un livre qui, bien qu'il ne relate qu'un épisode particulier du mouvement insurrectionnel haut-canadien de 1837-38, en fera jusqu'à un certain point progresser la compréhension, ne serait-ce que parce qu'il explore des faits jusqu'ici négligés par les historiens et qu'il propose une nouvelle version de ces événements. En effet, dit C. Read, la thèse traditionnelle affirme que W.L. Mackenzie, le chef des rebelles, et ceux qui l'ont suivi dans la révolte représentaient vraiment les griefs légitimes de la majorité d'une population opprimée par une minorité tory. Bien entendu, ainsi que le reconnaît l'auteur, cette thèse ne s'est pas perpétuée intégralement jusqu'à aujourd'hui: elle a fait l'objet, dit-il, de sérieuses retouches de la part d'A. Dunham et de G. Craig et, à bien y penser, elle n'est pas du tout celle à laquelle nous sommes habitués D.G. Creighton. Que tout cela soit entièrement fondé ou non ne change rien au fait que Read prétend proposer une nouvelle interprétation qui peut se résumer en un certain nombre de propositions: (1) les réformistes ne représentèrent jamais d'une façon continue et claire la majorité de la population dont ils se réclamaient et c'est pourquoi leurs adversaires leur disputèrent avec beaucoup de succès la faveur populaire, comme ce fut le cas lors

des élections de 1830 et 1836; (2) W.L. Mackenzie ne fut jamais le vrai chef des réformistes mais seulement celui de la fraction radicale du parti libéral; (3) les radicaux s'étaient lancés dans l'aventure révolutionnaire sans l'avoir préméditée ni planifiée: tout ce qu'ils voulurent, ce fut la résistance dans la légalité; (4) Mackenzie et Duncombe avaient séparément et sans se consulter décidé de tenter leur coup de force.

On peut dès maintenant se demander dans quelle mesure la rébellion de Duncombe dans l'ouest du Haut-Canada peut servir à démontrer les éléments essentiels de cette thèse. Est-il exact, comme le dit Read, que le district de Home — et non celui de London — fut le principal centre de diffusion du radicalisme et le lieu privilégié où les membres des associations politiques avaient fait des exercices militaires depuis au moins un mois avant le soulèvement? Si l'on en croit l'auteur, C. Duncombe, médecin associé pendant quelque temps au docteur J. Rolph, était un personnage plutôt curieux, dont le profil social différait peu de celui de la plupart des membres du *Family Compact* et des tories qu'il avait d'ailleurs appuyés jusqu'en 1834, à titre de député et autrement. Même après son association officielle avec les réformistes, Mackenzie le considérait toujours, en 1835, comme un faux libéral. En 1836, irrité par les résultats des élections et les pratiques électorales irrégulières du gouverneur, Duncombe avait été chargé de porter en Angleterre les plaintes de ses concitoyens réformistes. Son voyage fut un échec et, après son retour d'Angleterre en novembre 1836, loin de prendre la tête de l'agitation dans son district, il resta, prétend C. Read, inactif pendant une année entière, ne refaisant surface qu'au début de novembre 1837. Même alors, Duncombe n'entretint aucun rapport avec Mackenzie, jusqu'au jour où il apprit que des mandats d'arrestation avaient été émis contre les chefs libéraux de son district. C'est seulement à ce moment-là qu'il aurait, de sa propre autorité, décidé de lever l'étendard de la révolte, comme le firent d'ailleurs d'autres chefs de la région. On aurait pu croire qu'un chef qui n'avait rien d'un souleveur de foules, qui ne bénéficiait d'aucune délégation d'autorité de la part d'une organisation ou d'un chef suprêmes, mais qui agissait de son propre gré et à son corps défendant, aurait de la difficulté à recruter des soldats sans préavis. Pourtant, quelques jours plus tard, Duncombe avait sous ses ordres une troupe de trois cents hommes armés bien décidés à renverser le gouvernement. Mais pas pour longtemps, puisque, moins d'une semaine plus tard, le 14 décembre, la nouvelle de la défaite de Mackenzie et de l'arrivée d'une troupe de volontaires loyaux s'était répandue et avait provoqué la dispersion de cette petite troupe.

Naturellement, si l'on se place dans la perspective choisie par l'auteur pour démontrer la marginalité des éléments radicaux, on s'attend à ce qu'il insiste sur l'absence universelle de représentativité de personnages ainsi rassemblés à la hâte par des chefs improvisés, dans une région où, dit l'auteur, les difficultés économiques étaient réelles mais passagères. Pourtant, après avoir analysé le profil socio-économique de ces insurgés, facteur capital entre tous, C. Read déclare que leur physionomie à cet égard reflète celle de l'ensemble de la population de la région. Une telle conclusion, dont la conséquence évidente est de nier les fondements socio-économiques du radicalisme, serait convaincante si l'auteur avait pu étudier la représentativité des rebelles avec autant de rigueur de ce point de vue qu'il ne l'a fait des points de vue ethnique et, surtout, religieux. Dans ce cas-ci en particulier, l'auteur a pu comparer statistiquement (voir les tableaux 1, 14 et 15 aux pages 31 et 186s.) les appartenances religieuses à trois niveaux: celui de la région, celui du territoire plus réduit où se recrutèrent la majorité des rebelles et, enfin, au sein du groupe insurgé lui-même. Au contraire, pour l'étude de la configuration socio-économique des insurgés, l'auteur ne dispose vraiment que d'informations chiffrées relatives au seul groupe rebelle. Il s'agit d'une lacune d'autant plus capi-

tales que, pour le second terme de la comparaison, son jugement dépend de données tout à fait imprécises et disparates. À défaut de ce cadre quantitatif complet, et afin de mettre le doigt sur les implications méthodologiques de cette démarche assez floue, nous avons décidé de puiser parmi les centaines de localités rurales bas-canadiennes que nous avons analysées statistiquement sous différents angles, un substitut approximatif, adéquat peut-être pour le second terme de la comparaison, soit la structure des occupations dans le district de London. Pour cela, nous avons retenu la seigneurie bas-canadienne de Saint-Armand, située au sud de Montréal près de la frontière américaine: il s'agit, comme dans le cas du district de London, d'un territoire au sol riche, peuplé d'un grand nombre d'anglophones d'ascendance américaine.

Tableau 1. — APPARTENANCE SOCIO-PROFESSIONNELLE DES REBELLES DE L'OUEST DU HAUT-CANADA (1837) ET DES HABITANTS DE SAINT-ARMAND (1831)

Groupe socio-professionnel	Rebelles de l'ouest du Haut-Canada, 1837		Population de Saint-Armand, Bas-Canada, 1831	
	<i>n. abs.</i>	%	<i>n. abs.</i>	%
professionnels	6	4,3	3	0,6
hommes d'affaires	12	8,6	29	5,8
artisans	25	17,8	89	17,7
cultivateurs	64	45,7	273	54,3
journaliers	27	19,3	97	19,3
autres	6	4,3	12	2,3
ensemble	140	100,0	503	100,0

Sources: C. READ, *The Rising...*, tableau 4, p. 172, pour les rebelles; recensement nominatif du Bas-Canada, 1831, pour la population de Saint-Armand.

Par rapport au Bas-Canada rural dans son ensemble, Saint-Armand est une localité qui avait un pourcentage à peu près normal de professionnels et une proportion exceptionnellement élevée de marchands et d'artisans (voir nos tableaux pour les seigneuries et les cantons dans *Le Bas-Canada, 1791-1840. Changements structureaux et crise*, pp. 286s.), ce qui est un signe évident de bonne santé. Dans ce contexte, le pourcentage fort élevé de journaliers ne constitue pas nécessairement la preuve d'un déséquilibre structurel mais paraît être la conséquence d'un développement assez harmonieux. Si Read présente une description juste de London, l'équilibre entre les groupes ne devait pas y être tellement différent de ce qu'il était à Saint-Armand. Dans ce cas, on pourrait en conclure que le groupe rebelle était peut-être représentatif en ce qui concerne les artisans et les journaliers mais que les classes moyennes (17,2% chez les insurgés et 8,7% seulement à Saint-Armand) y étaient certainement sur-représentées. Dans l'ouest du Haut-Canada, nous serions donc en présence d'un radicalisme petit-bourgeois. Bien qu'elle paraisse fondée, il ne faut toutefois pas cultiver cette hypothèse d'une façon trop exclusive, puisque les documents de caractère judiciaire utilisés par l'auteur pour dégager le profil des insurgés sont, comme ceux du Bas-Canada, considérablement biaisés en faveur des éléments qui intéressaient le plus les autorités judiciaires chargées de découvrir et de punir les plus coupables: les chefs et les militants les plus engagés. L'auteur ne semble pas avoir été tellement conscient de ce fait. Une

comparaison entre les insurgés de l'ouest du Haut-Canada (groupe rural) et les Patriotes bas-canadiens (groupe à la fois rural et urbain) permet de mieux comprendre ce fait et les difficultés d'ordre méthodologique que pose l'étude serrée de leur représentativité.

Tableau 2. — APPARTENANCE SOCIALE DES INSURGÉS DANS LES CANADAS

	<i>ouest du Haut-Canada</i>		<i>Bas-Canada</i>	
	<i>n. abs.</i>	<i>%</i>	<i>n. abs.</i>	<i>%</i>
classes moyennes	24	17,2	578	44,5
éléments populaires	116	82,8	721	55,5
total	140	100,0	1299	100,0

Sources: C. READ, tableau 4, p. 172; pour les patriotes, F. OUELLET, «Les insurrections de 1837-38: un phénomène social», *Histoire sociale — Social History*, 2 (novembre 1968) pp. 63, 74s.

Ces pourcentages concernant les occupations des rebelles donnent avant tout une idée du degré de participation des différentes catégories sociales à la direction et à l'animation du mouvement insurrectionnel dans l'ouest du Haut-Canada et ne reflètent pas exactement l'ensemble des insurgés. Il est vrai que, si les cultivateurs avaient constitué le foyer principal du radicalisme et avaient obéi aux impératifs d'une conscience de classe, leur présence au niveau de la direction aurait été beaucoup plus lourde; mais il n'en est pas ainsi, puisqu'ils sont à n'en pas douter sous-représentés à cet égard dans le tableau de C. Read présentant les occupations des rebelles. Dans la perspective de la recherche des fondements socio-économiques du radicalisme non seulement chez les classes moyennes mais dans les milieux populaires, il est important de noter que dans l'ouest du Haut-Canada les artisans et les journaliers étaient beaucoup plus fortement représentés dans les rôles de direction que les cultivateurs. Or cela est surprenant, si l'on se réfère au Bas-Canada, et signifie peut-être que ce qui se passe chez les jeunes journaliers de Yarmouth est beaucoup plus significatif qu'on ne le croit pour la compréhension de ces problèmes (voir pp. 176-78).

Les conclusions auxquelles C. Read arrive quant à la représentativité des insurgés du point de vue socio-économique sont d'autant plus discutables qu'il fait, de plus, découler leur niveau de bien-être ou de pauvreté des seules données qu'il a accumulées sur leurs occupations et de l'idée que chaque groupe occupe sa juste place dans cette échelle des occupations. Ces remarques valent aussi jusqu'à un certain point pour l'emploi qu'il fait des informations recueillies sur le statut matrimonial et l'âge des rebelles: 65% d'entre eux étaient mariés, dit-il, et leur âge moyen était de 30 ans (p. 174). C'est à la suite de ces démarches qu'il résume sa pensée sur le profil socio-économique des insurgés: «relatively mature, well settled, prosperous members of an agrarian community» (p. 207). En somme, vus sous l'angle socio-économique, ces radicaux n'étaient pas, selon lui, tellement différents des tories et des réformistes: par conséquent, leurs motivations à la révolte étaient ailleurs. Après avoir ainsi nié tout fondement économique au radicalisme et toute inspiration venant de la lutte des classes, C. Read pointe le doigt sur la vraie nature du mouvement: «Apart from their political characteristics, then, the rebels and loyalists were distinguished by their national profiles and religious affiliations» (p. 204).

Il ne fait pas de doute que ce livre a été écrit à partir d'une perspective qui, au départ, tenait ses distances à l'égard des conditionnements économiques et so-

ciaux et qui, implicitement, faisait appel à des postulats qui valorisaient le jeu des forces personnelles, les facteurs politiques et constitutionnels, en un mot, l'univers des valeurs. Décrivant le développement des formations politiques, l'auteur écrit: «By the early 1830's a conservative reform dichotomy had emerged, based largely on constitutional issues» (p. 47). À aucun moment, lorsqu'il poursuit son analyse des problèmes politiques (ch. 3), il ne nous laisse l'impression que la base du différend entre les tories et les réformistes aurait pu se trouver ailleurs que dans le domaine politique et constitutionnel. Si les facteurs ethnique et religieux entrent à un moment dans la discussion, c'est peut-être parce que, selon l'auteur, le culturel relève essentiellement du monde des valeurs. En somme, vus sous l'angle socio-économique, les tories, les réformistes et les radicaux n'étaient pas différents mais ces derniers se distinguaient nettement des autres par leurs origines ethniques et leurs appartenances religieuses.

La thèse de l'auteur, assez bien documentée dans sa partie statistique, est que la grande majorité des insurgés, et cela dans une proportion d'au moins 75 %, étaient des personnages nés aux États-Unis ou des originaires du Haut-Canada, dont les parents avaient vu le jour dans la république voisine (voir tableaux 10 et 11, p. 179). Cette nuance entre ces deux catégories de rebelles n'est pas tellement significative en fin de compte, sauf dans la perspective où se situe l'auteur, puisque les insurgés nés aux États-Unis n'étaient pas des arrivés de fraîche date mais étaient établis au Canada depuis une vingtaine d'années au moins (voir tableau 12, p. 180). Comme de raison, ces hommes appartenaient à des confessions religieuses fort différentes de celles auxquelles se rattachaient ceux qui étaient nés ou dont les parents étaient nés dans les îles Britanniques. Les quakers, les congrégationalistes et les baptistes étaient les plus nombreux parmi eux. Faut-il en conclure que les luttes entre les tories et les radicaux étaient d'abord ethniques et religieuses? Pas vraiment, parce que finalement, derrière ces différences culturelles, gisaient des oppositions politiques irréductibles: chez les descendants d'Américains, on trouvait un vieux fond d'hostilité à l'endroit de la Grande-Bretagne, son pouvoir colonial et ses institutions, alors que chez les immigrants ou descendants d'immigrants britanniques, se manifestait une hostilité bien sentie contre les institutions et les pratiques américaines.

Nous demeurons sceptique devant cette interprétation pour plusieurs raisons. D'abord, nous croyons que, derrière les profils étudiés, il aurait été possible de mettre en évidence des problèmes plus concrets — pour tout dire, des problèmes agraires — en particulier, les difficultés d'accès à la propriété foncière qu'éprouvaient certains groupes pour eux-mêmes ou pour leurs enfants, que ce soit à cause des réserves du clergé ou à cause des agissements des spéculateurs: sans cela, l'attitude des artisans, des journaliers et des fermiers mêlés à ces événements n'est pas tout à fait compréhensible. Il aurait également été possible, dans la mesure où la petite bourgeoisie dirigeait le mouvement radical, de déceler des visées vers le pouvoir sinon des aspirations de classe. D'ailleurs, les polarisations politiques, ethniques et religieuses dont parle l'auteur, avaient joué depuis longtemps et avaient touché une assez forte proportion de la population, beaucoup plus considérable que les effectifs radicaux ainsi mis en cause ne le portent à croire. S'il est vrai, comme le soutient l'auteur, que les facteurs politiques et culturels, même liés à la vie de tous les jours, suffisaient à eux seuls à expliquer cette révolte, les insurrections haut-canadiennes auraient dû avoir une tout autre ampleur que celle de Duncombe et de Mackenzie.

Même si l'auteur dit à un moment donné que les réformistes étaient en faveur d'une évolution des institutions britanniques dans le sens du gouvernement responsable et qu'ils se distinguaient ainsi sans doute des radicaux attirés par le

modèle américain, son livre ne tente finalement que de dégager deux profils : un profil *radical* et un profil *tory*. Il y manque un profil *réformiste* : mais qui étaient les réformistes ? de qui descendaient-ils ? À preuve que, ultimement, pour C. Read, les fidélités politiques expliquent tout, à condition qu'on y mêle un peu d'ethnicité et de religion !

Nous croyons que Read a raison de présenter le mouvement radical haut-canadien et celui de l'Ouest en particulier comme l'œuvre de groupes marginaux. Ce caractère marginal apparaît davantage, au-delà des rhétoriques, si l'on compare ces soulèvements à ceux du Bas-Canada. Cela dit, il faut quand même trouver une explication raisonnable à la conduite de ces éléments *marginaux*. S'il est vrai qu'ils étaient tels que les décrit Read, comment des chefs comme Duncombe et ses lieutenants ont-ils pu un bon matin, en affirmant qu'il fallait renverser le gouvernement, mobiliser trois cents hommes armés, des gens mariés pour la plupart, âgés d'une trentaine d'années en moyenne, bien établis et menant une existence prospère, et les faire marcher ? C'est le sérieux de ces hommes, et de leurs gestes qui nous incite à croire que l'analyse de Read n'est pas tout à fait au point, notamment en ce qui concerne l'image qu'il donne des chefs rebelles, de leur degré de préméditation, des rapports qu'ils entretiennent entre eux (cela inclut les rapports avec Mackenzie), et en ce qui a trait aux motivations socio-économiques des milieux populaires. Que ces personnages n'aient pas été représentatifs de la masse n'exclut pas le fait que leurs motifs aient pu être authentiques et sérieux.

Au total, *The Duncombe Revolt* est un livre stimulant qui, en dépit de ses faiblesses, incite à une réflexion sur les méthodes et sur les problèmes qui en constituent la substance.

Fernand OUELLET
Université d'Ottawa

* * *

PAUL RUTHERFORD. — *A Victorian Authority: The Daily Press in Late Nineteenth-Century Canada*. Toronto: University of Toronto Press, 1982. Pp. 292.

The newspaper was an important and interesting element of nineteenth-century Canadian society, yet historical researchers have neglected its growth and impact. In *A Victorian Authority* Rutherford has attempted to fill a rather large gap in Canadian historical writing. Whereas others, for example, Kesterton, have described elements of the history of journalism in the Victorian era, Rutherford has presented the most wide-ranging and detailed study and in so doing has provided a welcome addition to the meagre literature on Canadian press history.

Rutherford has attempted to chart the forces that gave rise to this first mass media, the technology of the industry, its business aspect, the changing form and structure of the newspaper, the myths that the press promoted and the influence of the public and other social institutions on the press. The book is sweeping in its intent, impressive in the amount of material it deals with and challenging in the ideas it raises.

The book is not without shortcomings, however. Most problematic is the theme of modernization which pervades the book. According to Rutherford, something called "modernization ... generated new social needs" (p. 9) that the daily press satisfied. There is an unresolved ambiguity in the term that leaves one